



SOGECO

SOCIETE D'ORGANISATION ET DE GESTION ECONOMIQUE ET COMPTABLE

SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSAIRES AUX COMPTES (REGION DE LYON)
Audit et Conseils - Comptabilité - Fiscalité - Sociétés – Informatique

**VINCENT AULAGNON
DREVET JULIEN
ROBERT BRICE
FAVARD YANNICK**

EC - CAC ASSOCIES

FAMILLES RURALES ENFANCE-JEUNESSE SAINTE-SIGOLENE

Association civile régie par la loi du 1^{er} Juillet 1901

Siège social :
Avenue de Marinéo
43600 SAINTE-SIGOLENE

Immatriculation en Sous-Préfecture d'Yssingeaux
SIRET : 779 157 064 000 22

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES **SUR LES COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2023**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2023

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association « Familles rurales enfance-jeunesse Sainte-Sigolène » relatifs à l'exercice clos le 31/12/2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association « Familles rurales enfance-jeunesse Sainte-Sigolène » à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié la comptabilisation des subventions d'exploitation obtenues au regard des décisions d'attribution des organismes financeurs.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Association.

Responsabilités du Bureau et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient au Bureau d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe au Bureau d'évaluer la capacité de l'Association « Familles rurales enfance-jeunesse Sainte-Sigolène » à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

YF

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Bureau, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par le Bureau de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Saint-Etienne, le 5 avril 2024,

Yannick FAVARD
Commissaire aux Comptes Inscrit
Directeur Général de SOGECO



BILAN ACTIF

ACTIF IMMOBILISE	Exercice N 31/12/2023 12		Exercice N-1 31/12/2022 12	Ecart N / N-1	
	Brut	Amortissements Provisions		Net	%
ACTIF					
Immobilitisations incorporelles					
Immobilitisations corporelles					
Immobilitisations financieres					
Autres					
Total I					
Stocks et en cours					
Creances					
Valeurs mobilieres de placement					
Total II					
Comptes de Regeration					
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)					

Visé
Le Commissaire
aux Comptes

BILAN PASSIF

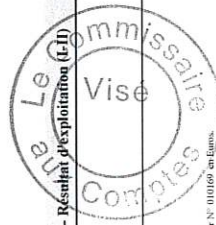
FONDS PROPRES	Exercice N 31/12/2023 12		Exercice N-1 31/12/2022 12	Ecart N / N-1	
				Euros	%
Fonds propres					
Fonds propres sans droit de reprise :					
Fonds propres avec droit de reprise :					
Resultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)					
Situation nette (sous total)					
Total I					
Fonds dédiés					
Total II					
Provisions					
Total III					
Dettes (I)					
Total IV					
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)					

(1) Dont à plus d'un an
(2) Dont à moins d'un an

(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022	Ecart N / N-1 Euros	%
Produits d'exploitation (1)				
Coisations				
Ventes de biens et services				
Ventes de biens				
Ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de service	117 007	116 227	781	0.67
Parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	324 360	252 140	72 220	28.64
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels				
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	3 384	14 882	11 498	77.26
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	6	9	3	30.82
Total I	444 758	383 258	61 500	16.05
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes	114 740	96 307	18 433	19.14
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	5 096	5 182	86	1.66
Salaires et traitements	242 492	238 651	3 841	1.61
Charges sociales	65 163	67 801	2 638	3.89
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	8 093	9 039	946	10.47
Dotations aux provisions	3 866		3 866	
Reports en fonds dédiés				
Autres charges	5	17	13	72.65
Total II	439 454	416 997	22 457	5.39
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	5 304	33 739	39 043	115.72



(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022	Ecart N / N-1 Euros	%
Produits financiers				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	769	194	575	296.03
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total III	769	194	575	296.03
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total IV				
2. Résultat financier (III-IV)	769	194	575	296.03
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)	6 073	33 545	39 618	118.10
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion	378	1 915	1 536	80.23
Sur opérations en capital	9 219	1 672	7 547	451.47
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
Total V	9 596	3 586	6 011	167.62
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion	970	2 379	1 409	59.22
Sur opérations en capital	8 776		8 776	
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Total VI	9 746	2 379	7 367	309.67
4. Résultat exceptionnel (V-VI)	149	1 207	1 356	112.30
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)	36	21	15	71.43
Total des produits (I+III+V)	455 124	387 038	68 086	17.59
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	449 236	419 397	29 839	7.11
5. EXCEDENT OU DEFICIT	5 888	32 359	38 247	118.20

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 178 349,60 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 444 757,92 Euros et dégageant un excédent de 5 888,41 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

NEANT

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

NEANT

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.



ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Informations générales complémentaires

NEANT

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Révaluations	Acquisitions
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	2 405		
Matériel de transport	43 200		2 177
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	3 015		2 177
TOTAL	48 620		
Prêts, autres immobilisations financières	44		
TOTAL	44		
TOTAL GENERAL	48 664		2 177

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Installations techniques, Matériel et outillage industriel		13 076	2 405	2 405
Matériel de transport			30 124	30 124
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			5 192	5 192
TOTAL		13 076	37 721	37 721
Prêts, autres immobilisations financières			44	44
TOTAL			44	44
TOTAL GENERAL		13 076	37 765	37 765

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	2 405			2 405
Matériel de transport	13 445	7 544	4 300	16 689
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	3 015	549		3 564
TOTAL	18 864	8 093	4 300	22 657
TOTAL GENERAL	18 864	8 093	4 300	22 657

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires
Matériel de transport	7 544		
Matériel de bureau informatique mobilier	549		
TOTAL	8 093		
TOTAL GENERAL	8 093		

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Montant fin d'exercice
Pensions et obligations similaires	9 968	3 866		13 834
TOTAL	9 968	3 866		13 834
TOTAL GENERAL	9 968	3 866		13 834

Dont dotations et reprises d'exploitation	
	3 866

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières	44	44	
Autres créances clients	4 496	4 496	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	75	75	
Divers état et autres collectivités publiques	881	881	
Débiteurs divers	39 033	39 033	
TOTAL	44 529	44 529	



ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	13 336	13 336		
Personnel et comptes rattachés	14 771	14 771		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	15 516	15 516		
Impôts sur les bénéfices	36	36		
Autres impôts taxes et assimilés	2 483	2 483		
Autres dettes	6 089	6 089		
Produits constatés d'avance	11 072	11 072		
TOTAL	63 302	63 302		

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Dépréciation des créances

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	39 855
Total	39 855

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 332
Dettes fiscales et sociales	19 070
Total	25 402

Charges et produits constatés d'avance

Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	11 072
Total	11 072

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Subventions d'équipement

NEANT

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Rémunération des dirigeants

Les principaux cadres dirigeants s'entendent du Président, du Trésorier, du Secrétaire de l'Association. Ces personnes exercent toutes bénévolement leur fonction. Il ne leur est pas attribué de rémunération.

Valorisation des contributions volontaires

Les contributions volontaires correspondent à la mise à disposition des locaux par la Communauté de Commune. Il a été comptabilisé les éléments supplémentifs suivants :

- Valorisation des loyers : 32 700 euros
- Valorisation consommation eau/gaz/électricité : 17 870.42 euros
- Valorisation travaux divers : 14 229.31 euros
- Valorisation fournitures : 1300.80 euros
- Valorisation temps passé services techniques : 248.27 euros

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Engagement en matière de pensions et retraites

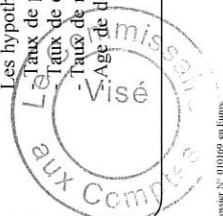
La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Une provision pour charge de 3 866 euros a été comptabilisée au titre de cet exercice.

Indemnité de départ à la retraite

Tranches d'âges	Engagement à	Montant
65 ans	moins d'un an	
60 à 64 ans	1 à 5 ans	
55 à 59 ans	6 à 10 ans	251
45 à 54 ans	11 à 20 ans	10 082
35 à 44 ans	21 à 30 ans	3 502
moins de 35 ans	plus de 30 ans	13 835
Engagement total		

Hypothèses de calculs retenues

Les hypothèses de calcul retenues sont :
- Taux de progression des salaires : 4%
- Taux de charges patronales : 30%
- Taux de rotation du personnel : 0%
- Age de départ à la retraite : 65 ans



ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Une dotation aux provisions de 3866 euros a été enregistrée sur l'exercice. Au 31/12/2023, la provision pour indemnités de départ à la retraite s'élève à 13834 euros.

RAPPORT SPECIAL
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Exercice clos le 31 décembre 2023

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relatifs à cette mission.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention conclue au cours de l'exercice et visée à l'article L 612-5 du Code de Commerce.

Fait à Saint-Etienne, le 5 avril 2024,

Yannick FAVARD

Commissaire aux Comptes inscrit
Directeur Général de SOGECO

